



AFGHANISTAN / « Notre pays est devenu une prison »

À l'automne 2021, la CFDT faisait exfiltrer les dirigeants du syndicat afghan NUAWÉ et les membres de leur famille. Depuis la France, ces militants poursuivent leur combat et dénoncent les exactions des talibans au pouvoir.

« Depuis l'arrivée des talibans au pouvoir, le pays vit une crise économique sans précédent, dénonce Maroof Qaradi, secrétaire général du NUAWÉ. L'économie est paralysée. Les droits humains sont bafoués. Nous vivons une situation dramatique. » La pauvreté écrase le peuple. D'après l'ONU, 98 % des Afghans vivent sous le seuil de pauvreté, et un habitant sur deux est menacé par la famine. Autres conséquences, des millions de femmes et d'hommes ont perdu leur travail. La prise de pouvoir par les talibans a aussi provoqué la fuite des capitaux, l'exode des cerveaux et la fin de l'aide humanitaire de la communauté internationale.

Un véritable enfer pour les 35 millions d'habitants, dont beaucoup sont désormais sans la moindre source de revenus. « Certains vendent leurs organes, certaines familles vont jusqu'à vendre leurs enfants, pour les sauver, mais aussi pour

éviter au reste des membres de la famille de mourir de faim, alerte Habiba Fakhri, la secrétaire générale adjointe du NUAWÉ. D'autres proposent en mariage leurs filles en bas âge. »

Les femmes rendues invisibles

Et malgré le discours faussement rassurant des talibans au moment de la prise de Kaboul, ces derniers se sont très vite attaqués particulièrement aux femmes avec l'objectif de les rendre invisibles. Alors que ces vingt dernières années, la situation des femmes en Afghanistan avait progressé ; certaines étaient devenues ministres, députées, juges ou encore journalistes. « Aujourd'hui, elles ne sont réduites qu'à un seul rôle : procréer. Les talibans ont mis en œuvre une politique de violence et de discrimination à l'égard des femmes aussi bien au niveau politique que social et économique, alerte Habiba Fakhri. Le pays est devenu une prison. »

Difficile, voire impossible, de résister sur place. Les manifestations en faveur de la liberté ou des droits des femmes sont sévèrement réprimées, les arrestations arbitraires se multiplient, comme les assassinats ciblés. Pour la militante syn-



Maroof Qaradi (ci-contre), secrétaire général du NUAWÉ, et Habiba Fakhri (ci-dessus), secrétaire générale adjointe du syndicat afghan.

dicale, cette « prise d'otage » des citoyens, et en particulier des femmes, par le pouvoir actuel n'est conforme ni aux coutumes, ni à la culture du peuple afghan, ni à l'islam. « Les talibans ont décrété le port obligatoire de la burqa pour les femmes et déclaré que si elles ne se conformaient pas à l'ordre, leur superviseur, c'est-à-dire leur père ou leur frère, iraient en prison. Autrement dit, ils promeuvent un système de patriarcat et de violence domestique. Ils obligent, dans chaque foyer, les hommes à agir contre les femmes, à les contrôler », témoigne Habiba, qui se fait le porte-voix de toutes les femmes de son pays. « Je le dis aux femmes afghanes, sachez-le, vous n'êtes pas seules ! Ici, en France, vous avez des amis qui vous entendent et qui vous soutiennent. »

Elle sait pouvoir compter sur le soutien de la CFDT, qui s'est engagée au cours du congrès à poursuivre cette lutte contre l'obscurantisme : « Nous allons faire redémarrer NUAWÉ depuis la France ! », confirme Yvan Ricordeau, secrétaire national chargé de l'international. ●

Guillaume Lefèvre

« NOUS ALLONS FAIRE REDÉMARRER NUAWÉ DEPUIS LA FRANCE ! »

Yvan Ricordeau, secrétaire national, chargé de l'international.

Hongkong /

« Personne ne fera taire nos convictions »



« Je me bats depuis toujours pour un mouvement ouvrier libre et indépendant à Hongkong. C'est le rêve et la mission de ma vie. » Ancien dirigeant du syndicat HKCTU, Mung Siu-tat vit en exil à Londres d'où il poursuit son combat au sein de Hong Kong Human Rights Monitor (HKHRM). « Malheureusement, nous connaissons de nombreux revers et notre mouvement est réprimé comme il ne l'a jamais été. » Face à la répression, le syndicat a été contraint de se dissoudre. Les militants syndicaux sont menacés, harcelés et arrêtés, à l'image du dirigeant syndical Lee Cheuk Yan, condamné à quatorze mois de prison pour avoir participé, le 4 juin dernier, à une veillée aux chandelles dans le cadre de la commémoration du massacre de la place Tian'anmen. « Malgré la répression, personne ne peut empêcher le mouvement ouvrier de vivre et de défendre les salariés », insiste Mung Siu-tat. Le chemin qu'il nous reste à parcourir pour atteindre nos objectifs est encore long. Si on peut réprimer notre mouvement, personne ne pourra faire taire nos convictions. » Et le syndicaliste de conclure, avec philosophie : « Goutte à goutte, l'eau vient à bout de la pierre. » ● G. L.

La délégation ukrainienne avec Laurent Berger et Yvan Ricordeau.

UKRAINE / Une guerre qui affecte tous les travailleurs

Accablés par la guerre qui ravage leur pays depuis quatre mois mais déterminés à résister face à l'agresseur russe, les syndicalistes ukrainiens ont ému aux larmes l'assemblée de ce 50^e congrès et ont rappelé l'importance de la solidarité syndicale internationale.

« Le matin, nous nous sommes réveillés avec des explosions, nous étions en état de choc [...] Depuis 105 jours, la Russie a tiré plus de 2 600 missiles ! » Première à parler à la tribune, la vice-présidente du syndicat ukrainien KVPU a évoqué en introduction cette journée du 24 février où la vie de chaque Ukrainien a basculé à jamais. Nataliya Levytska a poursuivi le récit des atrocités commises par les soldats russes, qui occupent aujourd'hui 21 % du territoire du pays : civils abattus les mains attachées dans le dos, femmes et enfants violés et tués, bombardements d'hôpitaux, chambres de torture. « Depuis le début de la guerre, des milliers d'Ukrainiens sont morts, des centaines de milliers ont été blessés et plus de 200 000 enfants déportés vers la Russie », a ajouté Oleksandr Shubin, vice-président de la fédération FPU, qui fédère plus de 45 syndicats ukrainiens : « Beaucoup de nos travailleurs ont dû poser leurs

outils de travail et, pour la première fois de leur vie, pris les armes. »

Un syndicat transformé en organisation humanitaire

Selon les estimations de l'Organisation internationale du travail, 5,8 millions de travailleurs ukrainiens ont perdu leur emploi, et près de 50 % sont confrontés à une baisse de leurs heures de travail. Oleksandr Shubin et Nataliya Levytska, qui ont choisi de demeurer à Kiev, ont vu leurs syndicats se transformer progressivement en organisations humanitaires : distribution de nourriture, recherche de logements pour les personnes vivant dans les zones à risque, mais aussi aide à la recherche d'emploi et soutien administratif pour ceux qui cherchent à fuir le pays. Une aide rendue possible grâce à la solidarité internationale, notamment celle de la CFDT, qui, dès le début du conflit, s'est mobilisée. Une aide que les syndicalistes ukrainiens ont appelé à ne pas interrompre.

Et même s'il est totalement impossible de prévoir la fin du conflit, Nataliya Levytska et Oleksandr Shubin se projettent déjà vers l'avenir, celui d'un pays à reconstruire : « Nous savons que le nombre de nos adhérents (aujourd'hui 30 % des travailleurs) va diminuer. Notre objectif est qu'ils deviennent, à l'image des adhérents de la CFDT, moins nombreux mais plus actifs ! » Plus que tout, le FPU croit fermement au destin européen de l'Ukraine, unie au Vieux Continent par sa croyance en la démocratie, les droits humains et les droits des travailleurs. ●

Pauline Bandelier

